

Éditorial


Voici Angle d'Attac n° 107 en écho de la bonne nouvelle de l'échec de Apple dans sa tentative de museler notre association. Le 12 février, avant l'audience à laquelle Attac était convoquée à la demande d'Apple en vue d'empêcher toute future action dans ses magasins, un rassemblement politique, syndical, associatif très large s'est réuni face au Palais de justice de Paris et a appelé à la création d'une « alliance pour la justice fiscale ».

Le jugement du 23 février 2018 est réjouissant pour les militant.e.s mais, au-delà, il marque aussi une victoire pour la justice fiscale. Non seulement Apple est déboutée de l'ensemble de ses demandes mais elle est condamnée à verser 2 000 € à Attac. Les juges reconnaissent le caractère d'intérêt général de la campagne de Attac, laquelle vise légitimement à combattre l'évasion fiscale. Le jugement est limpide : « la simple pénétration de militants dans l'enceinte du magasin Apple Store Opéra, ou dans d'autres magasins situés en France, sans violence, sans dégradation, et sans blocage de l'accès du magasin à la clientèle, ne suffit pas à caractériser un dommage imminent justifiant de limiter le droit à la liberté d'expression et à la liberté de manifestation des militants de l'association Attac, qui agissaient conformément aux statuts de l'association, et dans le cadre d'une campagne d'intérêt général sur le paiement des impôts et l'évasion fiscale. » Apple n'a pas encore fait appel de ce jugement. Plus que jamais notre campagne #ApplePayeTesImpôts se poursuit d'autant qu'un projet de loi contre la fraude fiscale est prévu avant cet été.

Deux rendez-vous au national : le procès de Nicole Briend le 7 juin à Carpentras (suite à une plainte de BNP Paribas) et pour les 20 ans de notre association, le 2 juin prochain à la Bellevilloise à Paris.

Deux rendez-vous dans les Hauts-de-Seine : le 5 mai à Malakoff pour une journée de transition écologique et citoyenne « Ici et maintenant, les alternatives » et le 2 juin au matin toujours à Malakoff pour l'assemblée générale de votre association.

N'oubliez pas d'adhérer (<https://france.attac.org/>), et pour les lectrices et lecteurs non adhérent.e.s, n'hésitez pas à le faire !

Bonne lecture de ce n° 107 qui se veut un outil à votre service, dans la pure volonté d'éducation populaire que porte ATTAC. 

Un article vous a intéressé ? Réagissez, rediffusez, par courriel ou sur papier... **Abonnez vos parents, vos amis, vos contacts, ...**

Faites-nous part de vos informations, suggestions, analyses, précisions, remarques, commentaires, photos, documents, ...

Sommaire


<i>Non-violence active et désobéissance civile</i>	2
<i>Ivan Illich, sa position sur l'énergie et l'éducation populaire</i>	5
<i>La CNCL de Attac</i>	9
<i>Organisation d'Attac 92 et bulletin d'adhésion</i>	10

Focus

Depuis des années, les Attac d'Europe soutiennent avec attention la lutte des paysan-ne-s, opposant-e-s et occupant-e-s, contre le projet du transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique dans le bocage de Notre-Dame-des-Landes (44). Ils partagent la volonté des personnes engagées pour défendre les terres agricoles, les zones humides et la biodiversité. Ils refusent tant la destruction d'emplois agricoles que le gaspillage de fonds publics que ce transfert générerait. Ils ont dénoncé les simulacres de démocratie qui ont émaillé ce dossier.



Avec la même attention, les Attac d'Europe suivent l'extraordinaire éclosion d'initiatives nées sur la zone à défendre (ZAD), territoire occupé pour le défendre. Ils ont compris la spécificité de cette zone et de cette période où la lutte d'une part, et la construction d'une vie solidaire d'autre part, sont inextricablement liées. Où se construisent pas à pas, depuis des années, des formes de vie, d'habitats et d'activités économiques fondées, non sur la concurrence libre et non faussée, mais sur le partage, la gestion collective des terres et des biens communs et le soin du vivant.

Ces valeurs sont partagées dans bien d'autres luttes contre des grands projets inutiles, imposés et nuisibles, et pour la réappropriation des communs. Les Attac d'Europe continueront à les soutenir activement 

Non-violence active et désobéissance civile

Assez étrangement la non-violence active et la désobéissance civile n'ont jamais été utilisées à une grande échelle dans les luttes sociales en Europe. Elles ne sont mises en pratique que par des groupes restreints de militants (activistes de Greenpeace, faucheurs de cultures OGM, opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes...), trop peu nombreux pour établir un rapport de force favorable à l'échelle d'un pays ou de l'Union Européenne. Les grands syndicats professionnels n'ont à ce jour jamais utilisé une arme qui a pourtant largement fait la preuve de son efficacité au XX^e siècle dans des luttes d'une vaste ampleur comme le combat pour l'indépendance de l'Inde ou pour les droits civiques des noirs aux Etats-Unis. Il semble donc intéressant pour les mouvements sociaux de tenter de définir ce que recouvrent réellement la non-violence active et la désobéissance civile, deux notions étroitement intriquées. Pour cela j'ai sélectionné un certain nombre de citations et de « morceaux choisis » (qui apparaissent ci-dessous en italique) qui me paraissent particulièrement éclairants et qui émanent de trois personnalités ayant fortement marqué les luttes non violentes : Henry David Thoreau, le mahatma Gandhi, le pasteur Martin Luther King. Lorsque cela m'a semblé nécessaire, j'ai assorti les citations de quelques commentaires. Ce texte ne prétend évidemment pas à l'exhaustivité. Le lecteur désireux d'approfondir ce thème pourra se reporter à la petite bibliographie à la fin de l'article.

Henry David Thoreau (1817-1862) : la désobéissance civile.

Henry David Thoreau est le précurseur, celui qui, s'inspirant de certains écrits de Tolstoï, a, en quelque sorte, théorisé et mis personnellement en pratique la désobéissance aux lois en vigueur qu'il estimait injustes. Farouche opposant à la guerre entre le Mexique et les États-Unis, il refusera de payer ses impôts en signe de protestation, ce qui lui vaudra plusieurs mois de prison. On remarquera que pour Henry David Thoreau la résistance est surtout individuelle, il n'a pas réellement envisagée l'action collective organisée.

- *Des milliers de gens sont opposés en opinion à*

l'esclavage et à la guerre, mais ils ne font rien pour y mettre un terme et s'asseyent les mains dans les poches en déclarant qu'ils ignorent quoi faire.

- *Même voter pour la justice, ce n'est rien faire pour elle. C'est se contenter d'exprimer un faible désir de la voir prévaloir. Le sage ne laissera pas la justice à la merci du hasard d'un vote.*
- *Des lois injustes existent : nous satisférons-nous de leur obéir ou tâcherons-nous de les amender en leur obéissant jusqu'à ce que nous y ayons réussi ? Notre devoir n'est-il pas plutôt de les transgresser sur le champ ?*
- *Une fois que le sujet a refusé son allégeance et que le fonctionnaire a démissionné, la révolution est accomplie.*
- *Sous un gouvernement qui emprisonne un seul être injustement, la juste place du juste est aussi la prison.*

« La désobéissance civile » - Mille et une nuits – Ed. Fayard

Gandhi et la lutte pour l'indépendance de l'Inde.

- *Ce système de gouvernement est ouvertement basé sur l'exploitation sans merci de millions innombrables d'habitants de l'Inde. C'est pourquoi c'est un devoir pour ceux qui ont conscience du mal terrifiant engendré par le gouvernement d'être déloyaux et de prêcher ouvertement la déloyauté. [...] La loyauté envers un État corrompu est un péché, la déloyauté une vertu. [...] La désobéissance aux lois d'un État mauvais est un devoir, obéir c'est participer au mal. [...] Un acte barbare ne l'est pas moins parce qu'il a la caution de la loi.*

Éditorial pour le journal Young India, 1930

- *La non-violence doit avoir son origine dans l'esprit. La non-violence du corps sans la coopération de l'esprit est la non-violence du faible et du lâche, et n'a donc aucun pouvoir [...]. Une nation perd sa liberté à cause de sa propre faiblesse, immédiatement après avoir surmonté notre faiblesse nous recouvrons notre liberté. Aucun peuple ne peut être assujéti sans sa coopération volontaire ou involontaire. Vous vous prêtez à une coopération →*

→ involontaire quand, par peur de quelque mal physique vous vous soumettez à un tyran.

Conférence donnée à Marseille devant des étudiants, 1931

- A Bombay, la police a été forcée de capituler devant une immense armée de manifestants. L'affaire commença par un cortège qui parcourait la ville pour protester contre l'échauffourée des salines de Dharasana au cours de laquelle de nombreux volontaires de Gandhi furent blessés. Quand les manifestants approchèrent du quartier du port, centre européen des affaires, ils trouvèrent un barrage solide de 500 agents de police, qui leur en interdisait l'accès. Il était alors trois heures de l'après-midi. Après une brève conversation avec le chef de la police, les leaders de la manifestation donnèrent l'ordre à la foule qui suivait de s'asseoir par terre et de ne pas bouger.

Un espace fut laissé entre le cordon de la police et la foule où les leaders ne laissaient pénétrer personne pour éviter les possibilités de conflit.

Le bruit de l'incident se répandit dans la ville. D'autres manifestants accoururent de toutes parts et bientôt leur nombre atteignit un quart de million. Toutes les voies adjacentes étaient bloquées par une masse inerte d'hindous accroupis sur le sol et toute circulation rendue impossible. Cette situation pleine de périls dura quatre longues heures. Enfin, et de guerre lasse, le commissaire en chef de la police informa les leaders qu'ils pourraient reformer leur cortège à condition qu'ils promettent la tranquillité.

Le Soir de Bruxelles, 25 mai 1930

On ne peut évoquer le combat de Gandhi sans faire référence à sa fameuse « marche pour le sel » qui constitue un exemple presque parfait d'action hautement symbolique. Début 1930 le gouverneur anglais de l'Inde impose une taxe sur le sel fortement préjudiciable à tous les éleveurs de bétail. Gandhi réplique en organisant une marche de plus de 400 kilomètres vers la mer où sera symboliquement extrait du sel alors que simultanément les salines seront occupées. Parti le 12 mars 1930 avec une centaine de compagnons, Gandhi parvient à la côte le 6 avril avec plus d'un million de marcheurs. L'opération sera ponctuée de violences entre les manifestants

et l'armée britannique qui tente d'interrompre la manifestation. On déplorera de nombreux morts et blessés.

- Le mouvement ouvrier peut toujours être victorieux s'il est parfaitement uni et décidé à tous les sacrifices quelle que soit la force des oppresseurs. Mais souvent ceux qui guident le mouvement ouvrier ne se rendent pas compte de la valeur du moyen, (la désobéissance, la non coopération), qui est mis à leur disposition et que le capitalisme ne possèdera jamais. Si les travailleurs arrivent à faire la démonstration facile à comprendre que le capital est absolument impuissant sans leur collaboration, ils ont gagné la partie. Il existe en toutes les langues un mot généralement très bref : no ou non. A la minute même où les travailleurs comprennent que le choix leur est offert de dire oui quand ils pensent oui et non quand ils pensent non, le travail devient le maître et le capital l'esclave.

Conférence au Victoria-Hall de Genève, 10 décembre 1931

- Notre non-violence est le plus rude des combats. Le chemin de la paix n'est pas celui de la faiblesse. Nous sommes moins ennemis de la violence que de la faiblesse.

Romain Rolland, admirateur de Gandhi

Pour aller dans le sens de Romain Rolland, n'oublions pas cette déclaration de Gandhi souvent occultée : « Si l'on me donne à choisir entre la lâcheté et la violence, je choisis la violence ».

Le pasteur Martin Luther King et la lutte pour les droits civiques.

Le pasteur King définit ainsi la non-violence active :

- Ce n'est pas une méthode pour les lâches mais pour les forts ; elle implique qualité spirituelle et courage personnel.
- Elle ne cherche pas à humilier l'adversaire mais à gagner son amitié et sa compréhension. Convaincre et non vaincre. Le but est toujours la réconciliation.
- Elle attaque les forces du mal plutôt que les personnes qui commettent le mal. De même, la victoire sera celle de la justice non celle de telle ou telle personne.

→

→ • Elle implique l'acceptation de la souffrance sans désir de vengeance. Le sacrifice de soi est la meilleure preuve d'une volonté de servir l'humanité.

• Elle évite non seulement la violence extérieure du corps mais aussi la violence intérieure de l'esprit.

• Elle se fonde sur la conviction que l'Univers est à la recherche d'une harmonie morale qui sera faite de justice et de liberté ».

Article pour le journal *Christian Century*, 6 février 1957

• Aucun pays ne peut traverser plus grande tragédie que de plonger des millions de citoyens dans la conviction de n'avoir aucune part à leur propre société.

Discours à Montgomery, 25 mars 1965

• On nous demande souvent : « Comment pouvez vous recommander de violer certaines lois et d'en respecter certaines autres ? ». La réponse est qu'il existe deux catégories de lois : celles qui sont justes et celles qui sont injustes. Toute loi qui élève la personne humaine est juste. Toute loi qui la dégrade est injuste. [...] En réalité ce n'est pas nous qui créons la tension en nous lançant dans l'action directe non violente. Nous nous contentons de rendre visible une tension cachée qui existe déjà.

Lettre de prison, 16 avril 1963

• Quand nous avons refusé de faire marche arrière malgré les ordres beuglés par Connor, le chef de la police de Birmingham, celui-ci a crié à ses hommes de faire fonctionner les lances à incendie. L'un des moments les plus fantastiques de l'histoire de Birmingham a été celui où ces noirs, beaucoup d'entre eux à genoux, ont regardé immobiles et sans peur les hommes de Connor avec leurs lances, leurs matraques et leurs chiens, puis lentement se sont levés et se sont mis à avancer. Alors les gens de Connor se sont écartés comme hypnotisés pendant que les noirs passaient devant eux. J'ai vu là, j'ai ressenti là, pour la première fois, la fierté et la puissance de la non-violence. [...] Chaque fois que la non-violence est utilisée de manière à toucher la conscience angoissée d'une communauté ou d'une nation, l'opinion publique devient votre alliée et fait pression en votre faveur. C'est pourquoi la non-violence est une arme aussi puissante que juste. [...] Une autre des principales forces à l'œuvre quand on

utilise l'arme de la non-violence consiste en son étrange pouvoir de transformation, de transmutation, sur les individus qui se soumettent à cette discipline et se trouvent investis d'une mission dont l'envergure dépasse la leur propre. Ils deviennent pour la première fois « quelqu'un » et ils ont pour la première fois le courage d'être libres. [...] Il existe un mal pire que la violence, c'est la lâcheté.

Interview pour *The New York Review of Books*, janvier 1965

On remarquera la large continuité de pensée entre Gandhi et le pasteur King qui repose sur trois idées forces : la recherche de la non-violence permet à l'action de demeurer dans un cadre éthique, elle laisse la porte entrouverte pour une éventuelle réconciliation entre les parties en lutte, et surtout elle permet aux défenseurs de la justice et de la liberté de ne pas en venir à utiliser les méthodes-mêmes de leurs oppresseurs. Pourtant, comme l'affirment Gandhi et King, il existe des situations extrêmes pour lesquelles l'usage de la violence devient inévitable. Ce fut notamment le cas de la lutte contre l'idéologie nazie. Mais tous les résistants de la dernière guerre le reconnaissent, ils ne se résolurent à la lutte armée qu'avec la plus extrême répugnance. Cela amena Albert Camus à déclarer dans sa « Lettre à un ami allemand » : « Ce que je ne vous pardonnerai jamais c'est de nous avoir obligé à vous ressembler ».

Bibliographie :

Gandhi et la non-violence. Suzanne Lassier. Coll. Points, éd. du Seuil.

Gandhi l'insurgé : L'épopée de la marche du sel. Jean-Marie Muller. Albin Michel.

Martin Luther King : Un homme et son rêve. Éd. du Félin.

Je fais un rêve. Martin Luther King. Bayard Éditions.

La servitude volontaire. Étienne de La Boétie. Éditions Arléa.

La désobéissance civile. Henry David Thoreau. Mille et une nuits, Fayard.

Bernard Blavette □

Ivan Illich : visionnaire de l'éducation populaire et de la décroissance durable

J'ai connu Ivan Illich en personne dans les années 70 à l'occasion d'une invitation à une table ronde. Nous étions six personnes et j'aurais pu lui poser des questions substantielles mais j'en ai raté l'opportunité : mon esprit critique était encore limité par les formules de l'éducation autoritaire que j'ai subie.

Cependant, j'étais convaincu que, dans les pages de ses livres, audacieux peut-être, plutôt provocateurs, *Une société sans école* (1971), *La Convivialité* (1973), *Énergie et équité* (1973), je trouverais un bon chemin.

Avant d'introduire les idées d'Illich sur l'énergie, il faut passer par son parcours éducatif. De famille européenne internationale, Ivan Illich participe à la résistance italienne. En 1956, déjà prêtre, il est nommé vice-recteur de l'université catholique de Porto Rico, pour former les prêtres à la culture latino-américaine. A l'université, il découvre la ressemblance entre l'Église et l'École, du point de vue de l'autoritarisme – ou de l'autorité. Il observe aussi que l'éducation prétendait, sans y réussir, réduire les inégalités sociales.

En 1971, il publie son livre polémique, *Une société sans école*. À l'éducation formatée, il oppose l'éducation solidaire et populaire, avec des idées de partage social des connaissances. Je trouve, dans l'école Vitruve, située dans le XX^e arrondissement de Paris, une pédagogie active qui me rappelle Illich. L'école Vitruve ne se contente pas d'appliquer de simples techniques d'animation pédagogique. L'implication des élèves dans leur démarche d'apprentissage se traduit, en particulier, par la mise en place de dispositifs d'aide mutuelle.

En 1990, j'ai eu l'opportunité d'observer les élèves de l'école Vitruve. Ils participaient activement à l'aide aux sans-abris, principalement immigrés, qui occupaient la Place de la Réunion. Illich aurait applaudi.

En 1961, Illich fonde le fameux *Centro Intercultural de Documentación* (CIDOC). Après sa fermeture en 1976, Illich reviendra vivre en Europe et enseignera notamment l'histoire du haut Moyen-Âge à Brême, en Allemagne.

Ses expériences dans le tiers monde, au sein de cultures moins accros aux énergies fossiles, auront nourri ses deux livres de 1973, *La Convivialité* et *Énergie et Équité*. Selon le site libertaire, dans *Énergie et Équité*, Illich « prévoyait, avec 30 ans d'avance, les problèmes posés par l'utilisation de hauts quanta d'énergie, comme la destruction de la structure sociale et du milieu physique ». Avec une précision mathématique, Illich dévoile la corrélation entre la grande vitesse et les inégalités.

Limité par le nombre de pages de ce fascicule, je ne présente ici que des extraits du premier chapitre de *Énergie et Équité*, comme une simple introduction aux idées de cet iconoclaste. Par avance j'attire votre attention sur le fait qu'un visionnaire qui anticipe l'histoire ne peut pas être jugé sur la validité de la totalité de sa clairvoyance. Cependant, ses idées peuvent nous inspirer à réfléchir ensemble, tant sur nos propos quant à l'éducation populaire que sur nos arguments en rapport avec les inégalités et l'écologie.

Evidemment, tous nos ministres de l'écologie qui croient que les énergies renouvelables vont nous permettre de soutenir le même niveau de consommation devraient lire le livre d'Ivan Illich dans son intégralité. Dans les autres chapitres du livre, que je ne cite pas ici, Illich donne des exemples remarquables et précis qui soutiennent sa thèse.

ÉNERGIE ET ÉQUITÉ, CHAPITRE I (extraits) La crise de l'énergie

« Aujourd'hui il est devenu inévitable de parler d'une crise de l'énergie qui nous menace. Cet euphémisme cache une contradiction et consacre une illusion. Il masque la contradiction inhérente au fait de vouloir atteindre à la fois un état social fondé sur l'équité et un niveau toujours plus élevé de croissance industrielle. Il consacre l'illusion que la machine peut absolument remplacer l'homme. Pour élucider cette contradiction et démasquer cette illusion, il faut reconsidérer la réalité que dissimulent →

→ les lamentations sur la crise : en fait, l'utilisation de hauts quanta d'énergie a des effets aussi destructeurs pour la structure sociale que pour le milieu physique. Un tel emploi de l'énergie viole la société et détruit la nature.

[...]

« On néglige en général le fait que l'équité et l'énergie ne peuvent augmenter en harmonie l'une avec l'autre que jusqu'à un certain point. En deçà d'un seuil déterminé d'énergie par tête, les moteurs améliorent les conditions du progrès social. Au-delà de ce seuil, la consommation d'énergie augmente aux dépens de l'équité. Plus l'énergie abonde, plus le contrôle de cette énergie est mal réparti. Il ne s'agit pas ici d'une limitation de la capacité technique à mieux répartir ce contrôle de l'énergie, mais de limites inscrites dans les dimensions du corps humain, les rythmes sociaux et l'espace vital.

« On croit souvent trouver un remède universel à ces maux dans l'hypothèse de carburants non polluants et disponibles en abondance, mais c'est là retourner au sophisme politique qui imagine pouvoir accorder, dans certaines conditions politiques, le règne d'une équité et d'une consommation d'énergie également illimitées. On confond le bien-être, et l'abondance énergétique telle que l'énergie nucléaire la promet pour 1990. Si nous acceptons cette vue illusoire, alors nous tendrons à négliger toute limitation énergétique socialement motivée et à nous laisser aveugler par des considérations écologiques : nous accorderons à l'écologiste que l'emploi de forces d'origine non physiologique pollue l'environnement, et nous ne verrons pas qu'au-delà d'un certain seuil, les forces mécaniques corrompent le milieu social. Le seuil de la désintégration sociale due aux grandes quantités d'énergie est indépendant du seuil auquel la transformation de l'énergie se retourne en destruction physique. Ce seuil, exprimé en kWh ou en calories, est sans doute peu élevé. Le concept de quanta d'énergie socialement critiques doit d'abord être élucidé en théorie avant qu'on puisse discuter la question politique de la consommation d'énergie à laquelle une société doit limiter ses membres.

[...]

« Ici je voudrais avancer une raison de ce que plus d'énergie consommée demande plus de domination sur autrui. Je prétends qu'au-delà d'un niveau critique de consommation d'énergie par tête, dans toute société, le système politique et le contexte culturel doivent dépérir. Dès que le quantum critique d'énergie consommée par personne est dépassé, aux garanties légales qui protégeaient les initiatives individuelles concrètes on substitue une éducation qui sert les visées abstraites d'une technocratie. Ce quantum marque la limite où l'ordre légal et l'organisation politique doivent s'effondrer, où la structure technique des moyens de production fait violence à la structure sociale.

« Même si on découvrait une source d'énergie propre et abondante, la consommation massive d'énergie aurait toujours sur le corps social le même effet que l'intoxication par une drogue physiquement inoffensive, mais psychiquement asservissante. [...] A mon avis, dès que le rapport entre force mécanique et énergie métabolique dépasse un seuil fixe déterminable, le règne de la technocratie s'instaure. L'ordre de grandeur où ce seuil se place est largement indépendant du niveau technique atteint, pourtant dans les pays assez riches et très riches sa seule existence semble reléguée au point aveugle de l'imagination sociale.

« Comme les États-Unis, le Mexique a dépassé ce seuil critique ; dans les deux cas, tout input supplémentaire d'énergie ne fait qu'augmenter l'inégalité, l'inefficacité et l'impuissance. Bien que le revenu par habitant atteigne dans le premier pays 5 000 dollars et dans le second 500 dollars, les énormes intérêts investis dans l'infrastructure industrielle les poussent tous deux à accroître encore leur consommation d'énergie. Les idéologues américains ou mexicains donnent à leur insatisfaction le nom de crise de l'énergie, et les deux pays s'aveuglent pareillement sur le fait que ce n'est pas la pénurie de carburants, ni l'utilisation gaspilleuse, irrationnelle et nuisible à l'environnement de l'énergie disponible qui menacent la société, mais bien plutôt les efforts de l'industrie pour gaver la société de quanta d'énergie qui inévitablement dégradent, dépouillent et frustrant la plupart des gens. →

→ Un peuple peut être suralimenté par la surpuissance de ses outils tout aussi bien que par la survaleur calorique de sa nourriture, mais il s'avouera plus difficilement la sursaturation énergétique que la nécessité de changer de régime alimentaire.

[...]

« La soi-disant crise de l'énergie est un concept politiquement ambigu. Déterminer la juste quantité d'énergie à employer et la façon adéquate de contrôler cette même énergie, c'est se placer à la croisée des chemins. A gauche, peut-être un déblocage et une reconstruction politique d'où naîtrait une économie post-industrielle fondée sur le travail personnel, une basse consommation d'énergie et la réalisation concrète de l'équité. A droite, le souci hystérique de nourrir la machine redouble l'escalade de la croissance solidaire de l'institution et du capital et n'offre pas d'autre avenir qu'une apocalypse hyper-industrielle. Choisir la première voie, c'est retenir le postulat suivant : quand la dépense d'énergie par tête dépasse un certain seuil critique, l'énergie échappe au contrôle politique. Que des planificateurs désireux de maintenir la production industrielle à son maximum promulguent une limitation écologique à la consommation d'énergie ne suffira pas à éviter l'effondrement social. Des pays riches comme les États-Unis, le Japon ou la France ne verront pas le jour de l'asphyxie sous leurs propres déchets, simplement parce qu'ils seront déjà morts dans un coma énergétique. A l'inverse, des pays comme l'Inde, la Birmanie ou, pour un temps encore, la Chine sont assez musclés pour savoir s'arrêter juste avant le collapsus. Ils pourraient dès à présent décider de maintenir leur consommation d'énergie au-dessous de ce seuil que les riches devront aussi respecter pour survivre.

[...]

« À la paralysie de la société moderne, on donne le nom de crise de l'énergie; on ne peut la vaincre en augmentant l'input d'énergie. Pour la résoudre, il faut d'abord écarter l'illusion que notre prospérité dépend du nombre d'esclaves fournisseurs d'énergie dont nous disposons. À cet effet, il faut déterminer le seuil au-delà duquel

l'énergie corrompt, et unir toute la communauté dans un procès politique qui atteigne ce savoir et fonde sur lui une auto-limitation. Parce que ce genre de recherche va à l'opposé des travaux actuels des experts comme des institutions, je lui donne le nom de contre-recherche. Elle compte trois étapes. D'abord la nécessité de limiter la consommation d'énergie par tête doit être reconnue comme un impératif théorique et social. Ensuite il faut déterminer l'intervalle de variation où se situent ces grandeurs critiques. Enfin chaque société doit fixer le degré d'injustice, de destruction et d'endoctrinement que ses membres sont prêts à accepter pour le plaisir d'idolâtrer les machines puissantes et de se plier docilement aux injonctions des experts.

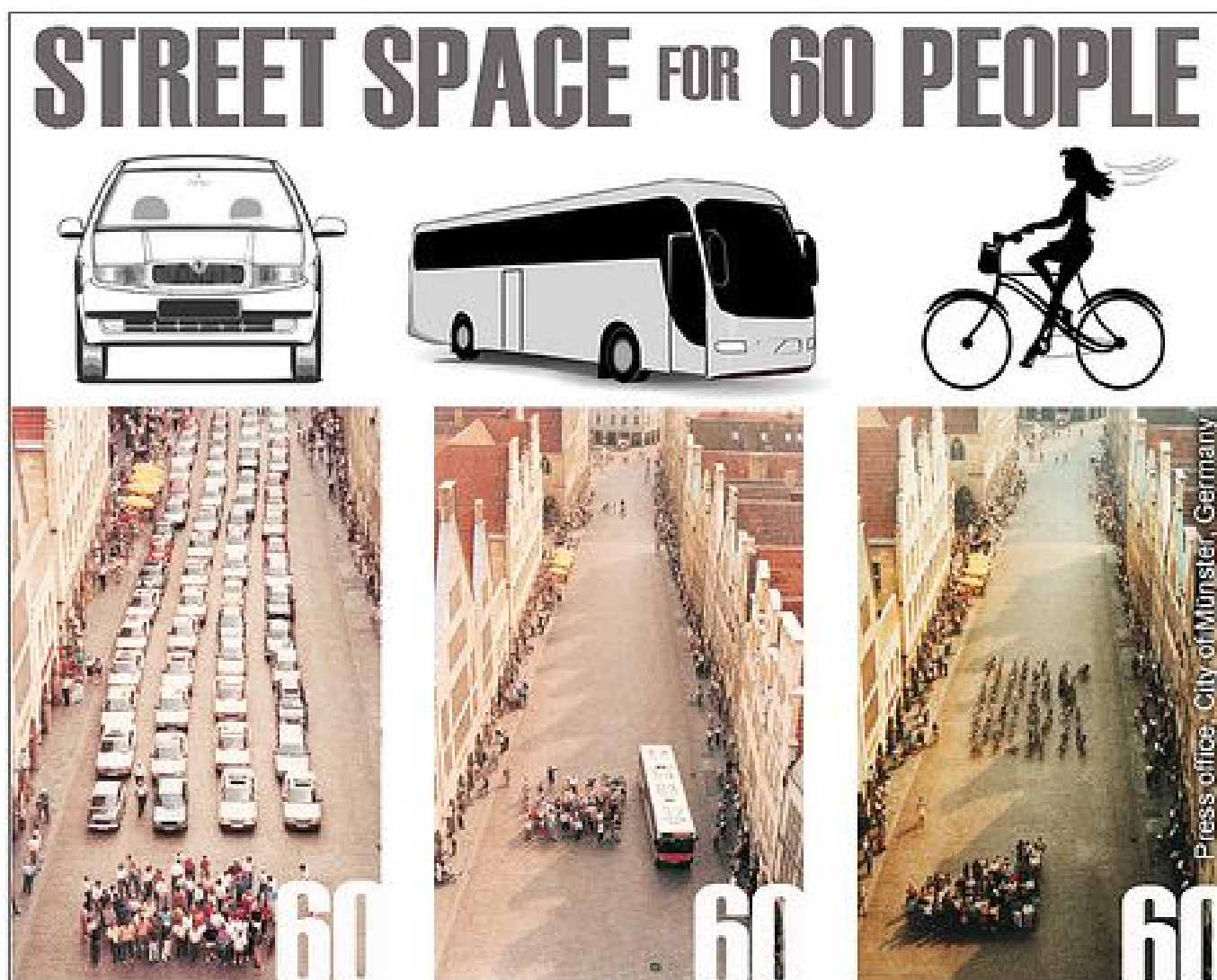
« La nécessité de conduire une recherche politique sur la consommation d'énergie socialement optimale peut être illustrée sur l'exemple de la circulation. D'après Herendeen, les États-Unis dépensent 42 % de leur énergie totale pour les voitures : pour les fabriquer, les entretenir, chercher une place où les garer, faire un trajet ou entrer en collision. La plus large part de cette énergie est utilisée au transport des personnes. Dans cette seule intention, 250 millions d'Américains dépensent plus de carburant que n'en consomment, tous ensemble, les 1 300 millions de Chinois et d'Indiens. Presque toute cette énergie est brûlée en une immense danse d'imploration, pour se concilier les bienfaits de l'accélération mangeuse-de-temps. Les pays pauvres dépensent moins d'énergie par personne, mais au Mexique ou au Pérou on consacre à la circulation une plus grande part de l'énergie totale qu'aux États-Unis, et cela pour le seul profit d'une plus faible minorité de la population. Le volume de cette activité la rend commode et significative pour que soit démontrée, sur l'exemple du transport des personnes, l'existence de quanta d'énergie socialement critiques.

« Dans la circulation, l'énergie dépensée pendant un certain temps se transforme en vitesse. Aussi le quantum critique prend ici la forme d'une limite de vitesse. Chaque fois que cette limite a été dépassée, on a vu s'établir le même processus de dégradation sociale →

→ sous l'effet de hauts quanta d'énergie. Au XIXe siècle, en Occident, dès qu'un moyen de transport public a pu franchir plus de 25 kilomètres à l'heure, il a fait augmenter les prix, le manque d'espace et de temps. Le transport motorisé s'est assuré le monopole des déplacements et il a figé la mobilité personnelle. Dans tous les pays occidentaux, durant les cinquante années qui ont suivi la construction du premier chemin de fer, la distance moyenne parcourue annuellement par un passager (quel que soit le mode de transport utilisé) a presque été multipliée par cent. Quand ils produisent plus d'une certaine proportion d'énergie, les transformateurs mécaniques de carburants minéraux interdisent aux hommes d'utiliser leur énergie métabolique et les transforment en consommateurs esclaves des moyens de

transport. Cet effet de la vitesse sur l'autonomie de l'homme n'est affecté que marginalement par les caractéristiques techniques des véhicules à moteur ou par l'identité des personnes et des groupes qui détiennent la propriété légale des lignes aériennes, des autobus, des trains et des voitures. Une vitesse élevée est le facteur critique qui fait des transports un instrument d'exploitation sociale. Un véritable choix entre les systèmes politiques et l'établissement de rapports sociaux fondés sur une égale participation n'est possible que là où la vitesse est limitée. Instaurer une démocratie de participation, c'est retenir une technique économe en matière d'énergie. Entre des hommes libres, des rapports sociaux productifs vont à l'allure d'une bicyclette, et pas plus vite. »

Mark Cramer □



La conférence nationale des comités locaux de Attac %

La conférence nationale des comités locaux (CNCL) est une des structures contribuant, par excellence, à la recherche de la pratique démocratique dans le fonctionnement de Attac France. Créée en 2000 à la suite de l'assemblée générale de Attac, la CNCL est, notamment, un lieu d'expression de militant.e.s et d'expert.e.s, un espace de témoignages, mais aussi de débats ; elle irrigue le travail sur les positionnements et les textes de Attac. Ainsi le conseil d'administration de Attac France délibère-t-il sur les initiatives et motions adoptées lors des CNCL.

La CNCL permet aux adhérent.e.s, représentant.e.s ou non de comités locaux ou départementaux de Attac, aux personnalités invitées, aux membres fondateurs de Attac, aux membres du conseil scientifique, d'échanger et de partager leurs expériences et leurs réflexions sur les campagnes thématiques, avec, le cas échéant, une approche critique. C'est un outil collectif et ouvert, assurant le dialogue entre les différentes instances de notre association. La théorie et la pratique y sont en harmonie, ce qui fait l'attrait et l'originalité de la CNCL !

Organisation

La CNCL se réunit trois fois par an. Elle se tient souvent à l'Université Paris 8 (Saint-Denis, 93) le samedi et le dimanche matin. Elle comprend plusieurs séquences :

- les assemblées plénières au cours desquelles sont examinés des points comme la présentation de l'ordre du jour, la synthèse de la dernière CNCL, les adhésions, les fonds dédiés, et d'autres aspects de la vie de l'association ; c'est l'occasion de rencontres avec des membres fondateurs, syndicats, associations, ONG , etc.
- les ateliers qui abordent des sujets variés, tels les projets de grands travaux inutiles (liaison ferroviaire transalpine Lyon-Turin), le libre-échange, les migrations, la lutte contre la fraude fiscale, les emprunts toxiques et l'endettement illégitime, les énergies, etc.

L'organisation de cette instance conviviale - grâce aux Amis d'Andines et la cafétéria avec boissons et produits alimentaires équitables - et studieuse est confiée, à tour de rôle, à un groupe de comités locaux qui sont, en quelque sorte, les hôtes du week-end ! Le déjeuner est bien sûr un

repas-partage, tiré des musettes des uns et des autres. Afin d'agrémenter cet événement, la soirée du samedi inclut souvent une animation culturelle, artistique, ou musicale.

Précautions

Pour la bonne tenue des ateliers et la sérénité des travaux - des divergences parfois vives peuvent surgir -, il est préférable de garder à l'esprit quelques considérations partagées, semble-t-il, assez largement :

- s'opposer, ce n'est pas le déni permanent pour autant ;
- proposer des solutions, c'est donner plus de force à notre position ;
- ne pas tomber dans le piège du « dogme révélé », de la certitude « absolue » ;
- faire de l'idéologie, c'est bien, mais donner du « factuel », c'est plus efficace ;
- on a le droit de se tromper, rien ne doit être irréversible ;
- le débat pluraliste permet d'éviter bien des erreurs ;
- ne pas se laisser enfermer dans des carcans bloqués, quasiment « théologiques » !
- ne pas se contenter de plaider des choses qui font consensus.

Invitation

Après l'annulation de la dernière CNCL pour causes d'intempéries en février, la date du samedi 5 mai est fixée. Outre la dizaine de points débattus en plénière (dont un retour sur le procès à Carpentras, de Nicole Briend, militante de Attac, engagée contre l'évasion fiscale), plusieurs ateliers sont programmés :

- sortir le militantisme de Google : les outils Framasoft ;
- l'application provisoire du CETA ;
- informatique, libertés et multinationales ;
- nucléaire et énergies renouvelables ;
- agriculture, eau et climat : le désastre français .

Jean-Louis MICHNIACK □



Organisation d'Attac 92

Siège social : chez Nathalie Levray, 20 rue des Groux 92 140 Clamart - attac92@attac.org

- Présidente d'ATTAC 92 : **Nathalie Levray** - president.attac92@attac.org
- Secrétaire : **Thérèse Villame** - secretaire.attac92@attac.org
- Trésorier : **Bernard Blavette**
- Webmaster : **Éric Colas** - web.attac92@attac.org
- Correspondant Electronique Local : **Jean-Paul Allétru**

Site internet : <http://www.local.attac.org/attac92>

- Flux rss : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?page=backend>
- Agenda : http://local.attac.org/attac92/spip.php?page_agenda&id_rubrique=481annee=2014

Angle d'ATTAC 92, le bulletin d'ATTAC 92 mensuel :

- Les archives des numéros 6 à 35 sont consultables ici : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique178>
- Les archives des numéros 36 à 80 sont regroupés dans la rubrique : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique111>
- Les archives des numéros 106 et suivants sont consultables ici : <https://local.attac.org/attac92/>

S'informer & Agir, le Mag d'Attac 92 trimestriel :

- Les archives sont consultables ici : <https://local.attac.org/attac92/>

Groupes de proximité :

Antony : Florence Lauzier, Agnès Gandon, Annette Carayon, François Tonnerieux

Asnières : Guy Rodary, Pierre Gauthrot

Bagneux : Daniel Monteux

Boulogne : Bernard Blavette

Clamart : Thérèse Villame

Clichy : Jean Quebre, Karine Henry, Mark Cramer

Colombes : Adda Bekkouche, Jean-Louis Michniak

Courbevoie / Neuilly / La Garenne Colombes : Annie Reynaud, Jean-Paul Vanhooe

Genevilliers : Nelly Viennot

Levallois : Sophie Maloberti

Mont Valérien / Nanterre : Cyril Pocréaux

Montrouge : Jean-Paul Allétru, Françoise Leclercq, Jean-Jacques Langlois



Adhésion en ligne sur notre site sécurisé : www.france.attac.org

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.



Bulletin d'adhésion 2018

NOM (en capitales) : PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)
Date de naissance : Profession :
Adresse : Code postal : Ville : Pays :
Téléphone fixe : Mobile : Mél : @

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2018 la somme de (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac). Cochez le montant choisi, en fonction de votre revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

Tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35 €
	de 1 200 à 1 600 € : 48 €	de 1 600 à 2 300 € : 65 €	de 2 300 à 3 000 € : 84 €
	de 3 000 à 4 000 € : 120 €	au-delà de 4 000 € : 160 €	

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

- par chèque bancaire ou postal joint

- par carte bancaire n° : 3 derniers chiffres : ... date d'expiration : ... / ... signature :

A adresser par courrier à : Attac France, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris . Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60

Citoyen du Monde à Montrouge :

- les articles des récents des numéros à partir du numéro 90 dans la rubrique : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>
- Les archives de 1 à 89 sont regroupées ici : <https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2181>
- Et de nombreuses notes de lecture à lire sur le site : <https://local.attac.org/attac92/spip.php>